

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
CS - 71354
68070 MULHOUSE CEDEX 1

MULHOUSE, le 17/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

VOCO SARL

Rue des Tilleuls
68210 Dannemarie

Références : 0006702893_2023_11_08_VOCO_VIIC_Risques_incendie
Code AIOT : 0006702893

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement VOCO SARL implanté rue des Tilleuls BP 48 68210 Dannemarie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VOCO SARL
- rue des Tilleuls BP 48 68210 Dannemarie
- Code AIOT : 0006702893
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VOCO-SARL est spécialisée dans le tréfilage de fils d'acier ou alliages de différentes qualités, clairs, galvanisés ou cuivrés.

Au titre des ICPE, la société VOCO-SARL, sur son site de Dannemarie, est autorisée à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n°02_2330 du 22 août 2002 ainsi que par l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 26 juin 2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Le retour d'expérience de l'accidentologie présente, au regard de ces dernières années, une augmentation importante des événements liés au phénomène d'incendie dans les installations classées. Cette augmentation s'est traduite, notamment au cours de l'été 2022, par un nombre conséquent d'incendie dans des secteurs à enjeux tels que celui de la métallurgie et du travail du bois, phénomènes accentués par une période estivale d'intense sécheresse.

L'objectif de cette visite vise à contrôler le suivi et l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les conditions d'entretien et de débroussaillage sur l'ensemble du périmètre des établissements ayant un risque potentiel d'effets domino.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 16.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conception générale	Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 15.2	/	Sans objet
3	Généralités	Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une non-conformité :

- **Point de contrôle N° 1 :** Absence de vérification et d'entretien, concernant la réserve d'eau d'incendie présente sur site.

Considérant la nature de la non-conformité relevée, et l'absence d'impact direct pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, il n'est en l'état pas proposé de faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.
Constats : Lors du contrôle sur le terrain, les constats ont été effectués par échantillonnage au sein des cellules dites "de cuivrage, de tréfilage fin - koch, de réception-expédition- stockage", ainsi que sur l'aire extérieure où sont stockés les déchets dangereux issus de l'activité du site, en attentes de traitement. Il n'a pas été constaté d'écart concernant l'adéquation des extincteurs avec l'environnement, vis-à-vis des types de feux possibles, dans les zones contrôlées. Durant la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant dispose d'un seul RIA (Robinet d'Incendie Armé) sur site, celui-ci est présent dans la cellule "réception-expédition- stockage". Aucune anomalie n'a été constatée concernant l'état et l'accessibilité du RIA. De plus, l'exploitant a transmis à l'Inspection : <ul style="list-style-type: none"> ➢ le dernier rapport de vérification annuel des extincteurs et du RIA, effectué en date du 18 avril 2023, ➢ le dernier compte rendu (Q4) de vérification périodique des extincteurs présents sur le site, effectué en date du 27 mai 2023, ➢ le certificat de conformité (N4) des extincteurs, ➢ une attestation signée par une société tiers, certifiant avoir contrôlé le RIA dans les règles APSAD (Assemblée Plénière de Sociétés d'Assurances Dommages) – R5. Après analyse de ces documents par l'Inspection, il a été constaté que ceux-ci en font apparaître en conclusion que les installations de défense incendie précitées, sont adaptées et maintenues en

état, conformément aux exigences du référentiel APSAD - R4 et R5.

Par nature, ces éléments permettent de justifier d'une répartition adaptée aux risques, ainsi que de leur entretien, selon les référentiels en vigueur.

Concernant les moyens de défense incendie mis à disposition du SDIS en cas de sinistre, il a été constaté que l'exploitant dispose sur site, de deux PIN (Poteaux d'Incendie Normalisés) ainsi qu'une réserve d'eau d'incendie d'un volume de 240 m³.

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection, le dernier rapport de vérification des PIN présents sur le site, effectué en date du 06 novembre 2023.

Après analyse de ce document, il a été constaté que celui-ci fait apparaître en conclusion que les PIN sont conformes aux dispositions opposables à l'exploitant.

Les éléments précédemment évoqués n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Cependant, après échange avec l'exploitant, il a été constaté qu'à ce jour, la réserve d'eau d'incendie n'a jamais fait l'objet depuis sa mise en place (au cours de l'année 2014), d'un entretien ou d'une vérification afin de s'assurer de son bon état opérationnel en cas de sinistre.

Considérant la prescription explicitant que l'exploitant doit entretenir en bon état de fonctionnement les équipements de lutte contre l'incendie présents sur le site, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Conception générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 15.2

Thème(s) : Risques accidentels, Règles de construction

Prescription contrôlée :

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toute circonstance pouvoir se faire manuellement, les dispositions de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

Constats :

Le contrôle n'a porté que sur le caractère fonctionnel des équipements et non sur leur dimensionnement.

À la demande de l'Inspection, des tests d'ouverture manuelle sur la totalité des exutoires de fumée situés dans la cellule "cuivrage" ont été effectués par l'exploitant.

Lors de ce contrôle, il a été constaté que cette cellule dispose de sept trappes de désenfumage, présentes en toiture. Celles-ci peuvent être actionnées manuellement au moyen de commandes d'ouvertures situées sur les deux façades de la cellule, à proximité des accès et des sorties de secours.

Il a été constaté que les commandes sont aisément accessibles et disposent de panneaux (avec pictogrammes) permettant de les repérer à distance.

Aucune anomalie d'ouverture des exutoires de fumée, n'a été constaté lors du test effectué par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 7.2

Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement).
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection le contrat souscrit avec un prestataire privé faisant apparaître un entretien régulier des espaces verts du site.</p> <p>Après analyse de ce document, il a été constaté que celui-ci indique que cette société, effectue sur une base de 11 passages par an, l'entretien (tonte, débroussaillage) des espaces verts du site.</p> <p>Par nature, ce document permet de justifier un bon entretien des espace verts de l'exploitation.</p> <p>Lors du contrôle sur le terrain, les constats ont été effectués par échantillonnage, autour des cellules contrôlées, ainsi qu'aux abords du site, le long de la ligne de chemin de fer adjacente à l'exploitation.</p> <p>Il n'a pas été constaté d'écarts concernant la propreté à l'intérieur ainsi qu'aux abords du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet